# Wikileaks évoque les cadeaux de Bongo à Chirac et Sarkozy

*by La Rédaction on 2010-12-30 16:13:00*

Selon une note de l'ambassade américaine au Cameroun datée de juillet 2009, le président gabonais Omar Bongo aurait détourné près de 30 millions d'euros de la Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) à son profit, arrosant tous les partis politiques français, surtout la droite, notamment Chirac et Sarkozy.

Selon des notes diplomatiques révélées par le site Wikileaks et accessibles sur le site du journal El Pais, près de 30 millions d'euros auraient été détournés de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) à son profit par le président gabonais Omar Bongo et auraient surtout profité à des partis politiques français.

L'information datée du 7 juillet 2009 a été transmise quelques jours après la mort de Bongo en juin 2009 par un haut fonctionnaire de la BEAC à un diplomate de l'ambassade américaine à Yaounde explique le journal espagnol.

« Les hauts fonctionnaires du Gabon à la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) se sont entendus pour détourner plus de 18,3 milliards de francs CFA (environ 28 millions d'euros) de la mise en commun réserves des six États de la Communauté économique d'Afrique centrale et monétaire (CEMAC) au cours des cinq dernières années, selon un contact principal ambassade à la banque » précise la note.

Selon la source citée « les dirigeants gabonais ont utilisé les fonds détournés pour leur enrichissement personnel et, suivant les instructions de Bongo, ont remis une partie de l'argent à des partis politiques français, surtout à droite notamment en soutien de Jacques Chirac et du président Nicolas Sarkozy ».

Le câble révèle, par ailleurs, que le gouverneur de la BEAC, le Gabonais Philip Andzembe, avait placé en secret 500 millions d'euros dans un investissement à haut risque de la banque française Société Générale. Un placement non autorisé.

Signée de l'ambassadeur américain au Cameroun Janet Garvey, la note conclut que « l'ambassade n'est pas en mesure de vérifier la véracité de l'accusation selon laquelle des hommes politiques français ont bénéficié de ces détournement de fonds »

Source: Marianne 2